

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1697 - 2 juillet 1992 - 4,50 F

### D 1697 BRÉSIL: STATISTIQUES 1991 DES CONFLITS DE TERRE

Comme chaque année (cf. DIAL D 1583), la Commission pastorale de la terre (CPT) a rendu public, en mai 1992, son rapport sur les violences en rural liées au problème de la possession de la terre. Intitulé "La terre, l'eau et la paix: Vivre est un droit!" et gros de quatre-vingts pages, il a été transmis aux organismes gouvernementaux compétents. Tristement coutumière, la situation de violence se double désormais de pratiques d'esclavage dont sont victimes des ouvriers agricoles de certaines grandes exploitations agricoles (cf. DIAL D 1607). Ci-dessous, extraits de **La terre, l'eau et la paix: Vivre est un droit!**

Note DIAL

### Rapport de la Commission pastorale de la terre LA TERRE, L'EAU ET LA PAIX: VIVRE EST UN DROIT!

#### 1- Conflits de terre et assassinats en rural en 1991

Parler de violence, au Brésil, c'est d'abord parler de la participation active ou de l'omission délibérée de l'Etat, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. C'est parler ensuite de l'action concrète des appareils répressifs des Etats et de particuliers qui se traduit par la violence physique directe. C'est enfin parler de l'absence des formes les plus élémentaires de politique sociale, absence qui mine lentement les possibilités de vie d'une grande partie de la population.

En 1991, deuxième année du gouvernement Collor néo-libéral, la violence revêt des formes diversifiées. Le trafic de drogue fait la une des journaux. L'extermination d'enfants, avec une moyenne de quatre assassinats par jour, est devenue un scandale international. A propos de la violence, la Chambre des députés installe trois commissions parlementaires d'enquête: sur le trafic de stupéfiants, sur l'extermination de personnes mineures, sur la violence en rural.

Pour l'ensemble du pays et pour 1991 on recense 383 conflits de terre au détriment de 242.196 personnes et portant sur une superficie de 7.037.722 hectares en tout. En rural, 54 personnes ont été assassinées pour ce motif.

Bien que le nombre des conflits et des assassinats ait diminué, il importe de rappeler que la gravité du problème de la violence en rural ne se limite pas au nombre élevé des conflits. Plus graves sont les formes raffinées de violence. En l'occurrence, il s'agit de la pédagogie de la terreur sélective mise en oeuvre pour décapiter les organisations de travailleurs ruraux et détruire les moyens de production des paysans pauvres afin de les faire taire. Le nombre des assassinats de responsables syndicaux et sociaux s'est en effet accru. Les propriétaires terriens savent qu'un mouvement sans responsables perd sa capacité de mobilisation.

La situation des ouvriers agricoles n'est pas moins préoccupante. La concentration de la terre a poussé un très grand nombre de petits cultivateurs à rechercher ce mode de travail comme ultime espoir de ne pas mourir de faim. Mais ils découvrent vite qu'en ce domaine l'exploitation dont ils sont victimes n'est pas moins grande. Cette situation dépeint crûment le modèle agricole fait de concentration de la terre, du revenu et de la technologie. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL), le Brésil se range parmi les pays où la concentration est la plus scandaleuse. (...)

#### Conflits de terre au Brésil de 1985 à 1991

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Conflits	636	643	582	621	500	401	383
Assassinats	125	105	109	93	56	75	49
Pers. impliquées	405.456	594.448	667.177	403.733	192.533	191.550	242.196
Hecta. en litige	9.557.902	12.615.947	17.633.879	19.973.897	14.480.254	13.835.756	7.037.722

#### 2- Travail esclavagiste en rural de 1988 à 1991

"Tu sortiras pas d'ici tant que t'auras pas payé ce que tu dois." Ainsi parlait le "chat" - agent recruteur - Adão Franco au péon Ivan Elit recruté par lui dans l'Etat du Maranhão pour aller travailler au domaine Santana do Indaiá, à Ourilândia do Norte, dans l'Etat du Pará. Parce qu'ils refusaient ce régime d'esclavage, trois péons se sont sauvés dans la forêt. Rattrapés cinq jours plus tard par le "chat", celui-ci les a avertis: "J'ai l'ordre de vous tuer si vous ne retournez pas au travail." D'autres ouvriers agricoles racontent: "On travaillait pour payer nos dettes. On était toute la journée sous la surveillance de gardes armés de fusils de chasse calibre 20."

Ces notations font partie des dépositions de 65 ouvriers agricoles libérés par l'inspection du travail du Pará, avec l'aide de la police militaire et en présence de deux journalistes de *Veja*, de membres de la Commission pastorale de la terre (CPT) et du Mouvement d'éducation de base (MEB), ainsi que de l'oncle d'un des jeunes mineurs prisonniers dans les domaines Santana et Santo Antonio do Indaiá. En dépit du flagrant délit, personne n'a été arrêté dans l'exploitation agricole. Tarlei Alves, le régisseur, a réglé le solde des salaires dus et le montant de deux amendes. La police fédérale de Marabá a ensuite ouvert une enquête et inculpé cinq "chats" et tueurs à gages, mais pas les propriétaires des domaines.

"Depuis 1980, nous avons dénoncé l'utilisation, dans le sud du Pará, de main-d'oeuvre esclave dans 32 grandes propriétés, pour un total de 3144 personnes, hommes, femmes et enfants, dont 53 ont été assassinées", a déclaré le Père Ricardo Rezende devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, le 5 février 1992. En octobre prochain, le Père Ricardo recevra le prix du combat contre l'esclavage qui lui a été décerné par l'organisation Anti-Slavery International de Londres, en Angleterre. (...)

Les cas portés à la connaissance de la CPT sont exemplaires pour ce qui est de la réduction de travailleurs à la condition d'esclaves dans sa forme la plus aiguë. Les ouvriers agricoles sont en effet considérés comme une vulgaire marchandise traitée par un intermédiaire - le "chat", ou agent recruteur - qui les sollicite dans les localités respectives puis, après plusieurs jours de camion, les livre aux exploitations agricoles où ils sont toute la journée sous la surveillance de gardes armés. Généralement les ouvriers agricoles sont transférés d'un Etat dans

un autre. Le recrutement s'effectue moyennant des propositions alléchantes de rémunération pour appâter le client.

Les frais de voyage, transport et nourriture, sont avancés par le "chat". Ce qui fait qu'à leur arrivée dans l'exploitation, avant même d'avoir commencé à travailler, les péons sont déjà débiteurs. Il y a également des cas où le "chat" règle l'ardoise des pensions où logent les péons en attente d'embauche.

Les outils sont à la charge de l'ouvrier agricole. Les prix des denrées dans les cantines - des hangars du domaine - sont arbitraires. La dette ainsi contractée est le moyen efficace d'assujettir les péons.

En plus de la tromperie sur le montant du salaire offert au départ, de la dette insolvable dont le montant n'est parfois même pas porté à la connaissance de l'intéressé, les ouvriers agricoles se voient restreindre leur liberté de mouvement par des hommes en armes qui ont reçu l'ordre de tuer en cas de tentative d'évasion. Il n'est pas rare que les péons se voient aussi retirer leurs papiers d'identité. (...)

Les dénonciations faites par des péons ayant réussi à s'évader sont innombrables. Il est intéressant de noter que, lorsqu'ils ont réussi à s'enfuir, les péons ont un réel souci de faire savoir ce qui se passe, tant aux autorités qu'aux organisations qui les défendent. José de Souza Martins estime qu'aux époques de l'année de plus grande demande de main-d'oeuvre dans les exploitations agricoles, le nombre des péons traités comme des esclaves s'élève à quelque 40.000 personnes pour l'ensemble du pays.

Voici les chiffres reçus à la CPT pour les quatre dernières années:

Année	Nombre de cas	Personnes impliquées
1988	16	2189
1989	8	597
1990	12	1599
1991	27	4883
Total	63	9268

### 3- La violence contre les peuples indiens

Le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) a publié le 31 mars 1992 son rapport sur la violence pratiquée à l'encontre des peuples indiens pour 1991. Les chiffres sont impressionnants. 27 Indiens ont été assassinés, c'est-à-dire 14 de plus qu'en 1990. Il y a eu également 9 tentatives d'assassinat, 14 menaces de mort et 21 suicides. Une violence qui aurait pu être évitée par des mesures telles que le retrait des envahisseurs de terres indiennes et le châtement des agresseurs.

Si nous rappelons que la population indienne est aujourd'hui réduite à plus ou moins 250.000 personnes, le nombre des personnes assassinées correspond à 0,0108% de la population, ce qui est un taux considérable. Rapporté à la population totale du Brésil, cela donnerait quelques 15.800 assassinats.

Voici un rappel sur quatre ans:

	1989	1990	1991
Assassinats	10	13	27
Menaces de mort	8	8	14
Suicides	-	31	21
Morts par épidémie	50	69	206
Invasions de terres	-	7	23

Les invasions de terres sont le fait des chercheurs d'or, des exploitants forestiers et des petits producteurs. Les violences et les assassinats sont la conséquence de la soif de profit des "entrepreneurs" de l'or, du désespoir des chercheurs d'or proprement dits et des petits cultivateurs pauvres qui occupent des terres indiennes parce qu'ils n'ont pas le choix.

Les suicides touchent particulièrement les Guarani Kaiowa. En début 1992, six d'entre eux se sont déjà suicidés.

Quant aux épidémies, la malaria a provoqué à elle seule 121 décès. Les maladies seraient jugulées s'il y avait un minimum d'assistance sanitaire.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine: 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441